

*Initiatives ministérielles*

d'adopter un système semblable à celui du Canada, c'est-à-dire d'imposer des licences obligatoires et l'examen des prix.

• (1100)

Bill Clinton s'est prononcé, comme George Bush l'avait fait avant lui. Ses promesses dans le domaine de la santé sont de deux ordres; il a dit qu'il instaurerait un régime d'assurance-santé national et qu'il entreprendrait des démarches pour contrôler le prix des médicaments. S'il ne peut tenir ces deux promesses, il devra en subir les conséquences, tout comme George Bush, et il le sait très bien.

Les multinationales pharmaceutiques s'inquiètent car, si Bill Clinton commence à chercher des solutions, il devra diriger ses regards vers le Nord. Le gouvernement dit: «Mais ce n'est pas vrai, pas vrai du tout.»

Eh bien, deux démocrates bien en vue, Henry Waxman et David Pryor, ont dit clairement que, selon eux, les États-Unis devraient instaurer un système d'octroi obligatoire de licences afin de permettre aux produits génériques d'accéder tôt au marché et de créer un conseil d'examen du prix des médicaments brevetés de façon à faire baisser le coût des soins de santé dans ce pays.

Il s'agit de deux démocrates bien en vue qui conseilleront Clinton. De plus, nous avons appris, et je pense que c'est significatif, que cette campagne est en fait menée en douce par l'American Pharmaceutical Manufacturers Association. Ses porte-parole ont dit clairement qu'ils poursuivaient deux ou trois objectifs, dont le rejet du concept d'octroi obligatoire de licences.

Je vais à nouveau citer Edgar G. Davis, l'ancien vice-président de la Eli Lilly: «Inscrire les dispositions relatives aux licences dans l'accord nord-américain, ça a été un coup de maître.»

Gerald Mossinghoff, le président de la Pharmaceutical Manufacturers Association, a dit que, une fois qu'on se sera débarrassé du concept d'octroi obligatoire de licences, il restera deux objectifs à réaliser. Je le cite à nouveau. Il a dit que ses membres «aimeraient supprimer le système de contrôle des prix par le gouvernement du Canada». Il a ajouté que les fabricants de médicaments américains «s'opposeraient aux formulaires parce qu'ils ont pour effet de faire baisser les coûts».

Nous nous trouvons donc ici devant une bataille classique: d'un côté, il y a les personnes âgées qui s'inquiètent de leur santé et de l'escalade du prix des médicaments, les familles—notamment les familles à faible revenu—qui ont déjà du mal à payer les médicaments dont elles ont besoin, les responsables des programmes pharmaceutiques provinciales qui voient leurs coûts monter en flèche—pour un seul médicament, je dis bien un seul, la Colombie-Britannique a estimé qu'il lui en coûtera 120 millions—, et de l'autre, il y a les conservateurs, les

hommes de paille des sociétés pharmaceutiques multinationales dont le porte-parole principal est Judy Erola. Ces riches et ces puissants disent: «Nous ne nous soucions pas des Canadiens et nous ne nous soucions pas des pauvres, ni des personnes âgées, ni des familles; la seule chose qui nous intéresse vraiment, c'est maximaliser nos bénéfices.»

Nous, les néo-démocrates, serons toujours du côté des pauvres, des familles et des personnes âgées. Merci.

**Mme Dorothy Dobbie (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales et ministre d'État (Agriculture)):** Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention de traiter de toutes les motions que l'opposition a présentées aujourd'hui. Mais j'estime important de faire une mise au point, car certains propos qui ont été tenus ce matin sont manifestement inexacts et scandaleux.

Tout d'abord, le premier député de l'opposition officielle qui a pris la parole doit admettre, si on l'exhorte à le faire, que d'autres députés de l'opposition officielle approuvent ce projet de loi. En fait, c'est une députée d'un gouvernement libéral précédent qui est à la tête du groupe de pression qui milite en faveur de ce projet de loi pour les sociétés qui inventent de nouveaux médicaments. Elle était même ministre de la Consommation et des Affaires commerciales à une certaine époque.

J'estime qu'il est tout à fait inexact de dire que tous les députés de l'opposition sont officiellement contre le projet de loi. Ce n'est pas vrai. Bien sûr, je comprends que leur tâche est de nous invectiver au sujet de ce projet de loi et de montrer qu'ils jouent bien leur rôle de députés de l'opposition.

Les libéraux, les néo-démocrates et mon autre collègue, ici, ont fait tout un plat parce qu'il a dit qu'il n'avait pas suffisamment de temps pour débattre ce projet de loi. Les néo-démocrates, de même que certains libéraux, mais pas tous, ont fait de l'obstruction à toutes les étapes de l'étude en comité, tournant en dérision le processus d'étude par un comité législatif.

Ils devraient avoir honte non seulement de ce qu'ils ont fait au cours de l'étape de l'étude en comité, mais également de certains propos qu'ils ont tenus depuis. Ils sont totalement injustes envers le processus parlementaire. Ils tournent en ridicule les travaux très importants que nous essayons tous d'accomplir ici tous les jours et l'atti-